

Venons-en maintenant aux résultats. Nous nous rendons compte de ce qui s'est produit. J'ai assisté aux séances du comité du crédit aux consommateurs. Comment expliquer que ses membres ne connaissent pas la cause de tout cela. Le gouverneur de la Banque du Canada la connaît bien, lui. Voici un passage tiré du *Co-operator* du Manitoba, du 20 octobre 1966. On y parle de M. Sinclair, président de la compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien, homme d'affaires très avisé:

M. Sinclair a signalé bon nombre d'éléments pouvant nuire à l'économie, faute de mesures immédiates. Selon lui, il est toujours plus évident qu'il sera difficile pour l'économie de soutenir un élan ascendant en 1967. Un ralentissement s'est manifesté dans bon nombre de secteurs de première importance et la situation des marchés financiers n'est pas très encourageante à court terme.

Dans quelle situation nous sommes-nous trouvés en 1961? Nous avons dévalué le dollar, ce qui a permis aux Canadiens de vendre leurs produits ouverts à l'étranger et d'entrer sur les marchés mondiaux. C'est ce qui a donné au Canada l'impulsion et la chance de créer des emplois pour ses citoyens. Arrive alors le parti politique cupide et égoïste qui a pris la direction du gouvernement canadien en 1963. Tout ce qui l'intéressait, c'était de se créer une «image» populaire, afin de pouvoir revenir au pouvoir avec une forte majorité. Il a pris la décision délibérée d'imprimer de l'argent pour relancer l'économie. Qu'est-il arrivé? Pourquoi y a-t-il rareté de l'argent depuis près d'un an dans notre pays? Parce que le gouvernement a pris la décision réfléchie de créer une fausse économie. Les libéraux ont eu leurs élections en 1965, mais sans succès.

• (9.30 p.m.)

Ils se sont alors rendu compte que l'économie avait pris le mors aux dents. D'un bout à l'autre du Canada, de Calgary à Ottawa et de Vancouver à Halifax, les ménagères ont formé des groupes pour protester, peut-être la première fois dans l'histoire du Canada, et pour tenter de combattre l'inflation croissante. Quelle en est la cause? Ce sont les honorables vis-à-vis qui ont actionné la planche à billets. Aucun économiste ne nierait que la masse monétaire doit augmenter au même rythme que notre produit national brut et la population, mais lorsque la masse monétaire augmente plus rapidement que le produit national brut ou la population, c'est l'inflation. C'est le gouvernement qui est coupable.

J'ai en ma possession une lettre d'un ministre qui siège sur les banquettes ministérielles et dans laquelle il affirme que le gouvernement a décidé délibérément d'accroître la masse monétaire. Cette façon d'agir crée une économie malsaine et, après les dernières élections, le gouvernement a constaté que l'écono-

[M. Horner (Acadia).]

mie était hautement inflationniste. Aujourd'hui, c'est la politique d'argent serré; elle s'éternise. Jamais encore n'a-t-on tiré sur les rênes pendant aussi longtemps.

Mais comment nous débarrasser de l'inflation? Environ les quatre cinquièmes de notre population tirent leur subsistance du commerce extérieur, directement ou indirectement, grâce par exemple à nos exportations de pièces d'automobile, d'autres produits ouverts, ou de céréales. Il nous faut exporter pour survivre et, pour le faire, nos prix de revient doivent se comparer favorablement à ceux des pays avec lesquels nous commerçons. Nous nous trouvons maintenant dans une situation difficile parce que, depuis 1963, on a délibérément accru notre masse monétaire de moitié environ, chose dont les adeptes du gouvernement se targuent, mais c'est de la vanderlisme futile.

Quelle initiative le gouvernement a-t-il pris pour maîtriser l'économie, assurer un peu de stabilité et, sur le plan de la production, maintenir notre position sur les marchés mondiaux? Au début de l'année, il a imposé à l'économie le régime de pensions du Canada, ce qui a immédiatement fait monter en flèche l'indice du coût de la vie. Ensuite, il a présenté la formule Pearson relative aux salaires, accordant une majoration de 36 p. 100 aux débardeurs. J'aimerais voir les cultivateurs du Sud-Est de l'Alberta obtenir une augmentation de 36 p. 100, mais le ministre des Finances (M. Sharp) a réduit le prix de leur blé de 22c. le boisseau.

Ensuite, le personnel de la Voie maritime a reçu une augmentation de 33 p. 100; cette augmentation a également produit un effet inflationniste qui s'est ajouté à celui de l'accroissement de la masse monétaire. Je ne reproche pas aux syndicats de revendiquer une hausse de salaires de 36 p. 100 en pareilles circonstances. Comme porte-parole des agriculteurs de l'Ouest, je souhaite que ces derniers obtiennent que le prix qu'ils touchent pour leur bœuf, leur blé et leur lait augmente aussi de 36 p. 100.

A leur tour, les cheminots sont entrés en scène et ont obtenu une hausse de 18 p. 100, avec la possibilité d'une autre augmentation selon la tournure des négociations ultérieures. Puis les militaires ont bénéficié d'une majoration de solde de 14 p. 100, ce qui amène la question de l'unification. Le gouvernement a peut-être pensé qu'il pourrait faire accepter l'idée de l'unification au sein des forces armées en leur octroyant une hausse de 14 p. 100.

Toutes ces majorations de salaire ont fait monter le coût de la vie et contribué à l'accroissement des prix de revient. Dans le cadre des modifications à la loi sur les banques, on a décidé de hausser la limite des taux d'intérêt; à ce sujet, le *Star* de Toronto écrivait, dans un